

NANCY

Dans le couloir de l'asile

Une cinquantaine de demandeurs d'asile vient d'intégrer en catimini l'ex-caserne Faron, à Vandœuvre.

Trois coups de sonnette au visiophone qui contrôle le portail d'accès à la caserne Faron, rue du 8^e Régiment d'Artillerie, à Vandœuvre. Sans effet. Il faut attendre une dizaine de minutes pour qu'une voix métallique résonne enfin. « De quelle société êtes-vous ? ». « L'Est Républicain, on vient visiter... » Grand blanc. « Heuuu, ça ne va pas être possible, il faut voir avec la préfecture, c'est elle qui pilote », répond un personnel de l'Accueil et réinsertion sociale (ARS) affecté (et très occupé) à Faron.

Fermée hier au public à l'occasion du pont du 15 août, la préfecture – par la voix de Jean-François Raffy, son secrétaire général – confirmait néanmoins rapidement nos informations. « Une cinquantaine de demandeurs d'asile a intégré, depuis samedi dernier, un bâtiment de l'ex centre de stockage de l'armée, dans l'ancienne caserne Faron », précise Jean-François Raffy. Une majorité d'entre eux a fait le déménagement depuis l'ancienne école de Remicourt, à Villers-lès-Nancy.

Stéphane Hablot :
« La ville ne sera pas impliquée financièrement »

Lits picot, un espace cuisine, un autre réservé aux consultations médicales et deux structures modulaires pour y abriter une dizaine de douches... « La France est tenue d'héber-



■ Un long corridor grillagé contient les demandeurs d'asile jusqu'à leurs quartiers, dès l'entrée de la caserne.

Photo Mathieu CUGNOT

ger ses demandeurs d'asile durant toute l'instruction de leur dossier. Une procédure qui peut prendre un à deux ans selon les recours. Dans le département et notamment à Nancy et sa banlieue, les structures d'accueil saturées nous ont conduits à cette option d'hébergement temporaire », observe le secrétaire général. Dans un site propriété de l'État, situé face au casernement Drouot qui lui, abrite toujours les militaires du centre de recrutement section Nord-Est. « Près de 90 % des personnes hébergées vien-

nent du Congo, Nigéria, Kosovo ou Arménie et le sont pour motifs économiques et non politiques ». Ce n'est pas l'avis de ce couple de Kosovars, croisé hier après-midi au sortir de Faron, avec ses deux enfants en bas âge. En pointant l'index sur d'anciennes plaies au visage et au bras, le père de famille nous fait comprendre dans un français très approximatif, qu'il s'agit de stigmates issus des tensions avec la Serbie. « Guerre, guerre ! », assure-t-il. Sa femme opine du chef avec le sourire. Invérifiable. « Super la France, merci.

Tout est très bien ici, bonne prise en charge », lâche le patriarche avant de poursuivre vers le centre-ville de Nancy.

Très remonté contre l'initiative préfectorale alors que la ville venait de préempter pour acquérir l'emprise foncière de Faron et y développer sont projet d'écoquartier (ER du 11 juillet), Stéphane Hablot, le maire de Vandœuvre, s'est largement adouci. « J'ai eu les garanties que tout était géré par les services de l'État. À l'exception de la scolarisation qui incombe à la mairie. Mais là, je compte bien me tourner

vers l'Éducation nationale et l'intercommunalité pour trouver une solution », prévient Stéphane Hablot. « La ville ne sera pas impliquée financièrement et visiblement, la préfecture a mis les moyens pour cadrer tout cela dans les meilleures conditions sanitaires et de sécurité ».

Dès la porte d'entrée de Faron, un long couloir matérialisé par du grillage, contient le flux des migrants jusqu'à leurs quartiers. Un corridor de l'asile. Comme une frontière entre deux mondes.

Alain THIESSE